

Albi, le 29 juin 2020

La liste des attaques visant le système éducatif s'allonge de jour en jour. Pendant que l'école est discréditée par la multiplication des annonces contradictoires et des mesures irréalisables, les enseignant.es ont été, pour l'écrasante majorité, exemplaires dans la poursuite de leurs missions durant l'épidémie, au péril de leur santé pour certain.es (faute de matériel de protection pour assurer l'accueil des enfants des personnels indispensables à la gestion de la crise) et avec leur propre matériel, pour assurer la « continuité pédagogique ». Les enseignant.es, et les directeur.trices tout particulièrement car en toute première ligne, sont par conséquent épuisé.es de tenir l'école à bout de bras.

Sur la gestion de la crise sanitaire

- Annonces des différentes mesures et protocoles dans les médias et sur les réseaux sociaux mettant à mal la crédibilité des personnels dans l'impossibilité de les appliquer totalement par manque de conditions matérielles, de consignes et tout simplement de temps ;
- Hypocrisie du Président qui annonce publiquement un retour obligatoire de tous les élèves pourtant incompatible avec un protocole contraignant, même assoupli ;
- Hypocrisie des Recteurs, DASEN et IEN qui peuvent dire tout et n'importe quoi, en l'absence de cadre clair, pour faire rentrer tous les élèves, mais comptent surtout sur l'absentéisme, pourtant officiellement dénoncé pour que l'opération « rentrée obligatoire » se déroule sans dégât... ;
- Information des personnels par les différents échelons de l'administration inexistante ou trop tardive, ne permettant pas aux collègues d'être au courant de leurs droits et d'en user ;
- Enseignant.es des RASED appelé.es à effectuer des remplacements afin de palier les carences de l'institution et éviter la colère des usagers ;
- Indigne campagne médiatique de désinformation et de « bashing » contre les enseignant.es, jamais démentie et sans doute alimentée par le ministre Blanquer, qui rend bien service à tous.tes celles et ceux qui depuis des années veulent démanteler le Service Public d'Éducation ;

Sur la gestion des personnels, leurs droits, sur la fin du dialogue social et le mépris envers les représentant.es des personnels

- Aucun bougé, aucune leçon tirée de cette période sur la question du dialogue social. Confirmation de la suppression des CHSCT, instances pourtant tellement essentielles et indispensables qui ont été extrêmement actives et sollicitées pendant la pandémie ..., et maintien de la loi Dussopt qui prive tous les personnels de transparence et d'objectivité pour les soumettre aux pressions et à l'arbitraire... ;
- Opacité sur les opérations de mouvement, avec des changements de règles sans que personne n'en soit informé, des changements dans la circulaire

départementale sans un mail d'information à la profession, des résultats qui sèment le doute, alimentent les suspicions et contribuent à rompre la confiance que devrait avoir tout salarié envers son institution ;

- Services administratifs en sous effectif qui ne peuvent malheureusement pas répondre à tous les collègues. Les organisations représentatives, n'ayant plus aucune information, ne peuvent plus faire comme par le passé une part du travail d'information aux collègues. Ces derniers n'ont plus que les services administratifs comme interlocuteurs et ils.elles les sollicitent davantage ;
- Droits des personnels bafoués : refus de temps partiels, de disponibilités, formations tronquées... ;
- Aucune avancée pour les AESH. Si, Bien au contraire, une baisse de quotité et donc de revenu imposée pour celles et ceux à 100 % et un flicage des AVS, nouvelle déclinaison de « l'école de la confiance » par l'intermédiaire des demandes de « fiche d'état mensuelle » à retourner aux supérieurs hiérarchiques ;

Sur l'accélération du démantèlement du Service Public d'Éducation

- Impréparation ministérielle qui fait craindre une rentrée de septembre chaotique ;
- Seulement 625 recrutements à la rentrée prochaine alors que les annonces du ministre pendant le confinement auraient dû donner lieu à 2496 recrutements de PES ;
- Loi Rilhac qui fera de nos collègues directeurs et directrices des « délégataires de l'autorité académique » quand, dans une enquête diligenté par le ministère, seul 11 % souhaitaient la création d'un statut et que l'écrasante majorité demande du temps (augmentation des décharges), des moyens humains (emploi administratif d'aide à la direction, pérenne et sous statut) et des formations, toutes ces demandes rejoignant parfaitement les revendications du SNUipp-FSU ;
- Une députée Tarnaise qui fait la propagande de cette loi en écrivant sur les adresses professionnelles des directeurs / directrices ;
- Mise en place du dispositif 2S2C, nouvelle étape dans la territorialisation de l'École et dans l'externalisation de certaines disciplines ;
- Promotion de l'école numérique laissant les classes sociales les plus dominées de coté, développant l'enseignement à distance et son marché, et permettant de justifier la suppression de poste de fonctionnaires.
- Dans le 2nd degré, maintien des catastrophiques réformes du lycée et du Bac ; dysfonctionnements de Parcoursup qui compromettent l'orientation et l'avenir des élèves, nouvelles fermetures de postes annoncées...
- Poursuite des attaques contre l'enseignement professionnel sous statut scolaire au profit de l'apprentissage.
- A l'Université, casse du Service Public de l'Enseignement Supérieur et la Recherche.
- Multiplication des dispositifs gadgets visant à faire croire aux familles que les difficultés scolaires sont prises en charge : après « devoirs faits », on a droit aux « vacances apprenantes »...
- Open badge visant à mettre les collègues et établissements en concurrence

L'objectif de ce gouvernement est de plus en plus clair : faire passer les personnels de l'Éducation Nationale pour des tire-au-flanc afin de justifier d'un côté la casse du statut des fonctionnaires par, entre autres, le maintien du gel du point d'indice et le recours massif aux contractuel.les (plus de 1000 recrutements de contractuel.les pour le seul 1er degré) et de l'autre le reformatage final de l'Éducation Nationale sur le modèle néo-libéral faisant

la part belle aux suppressions de postes, à l'externalisation des activités pédagogiques jugées non essentielles, au déferlement du numérique et à la mise au pas des personnels.

Jamais un gouvernement n'aura autant méprisé l'École et celles et ceux qui la font vivre.

Si l'on ajoute à tout cela les attaques sur les libertés individuelles comme la liberté de manifester, les violences d'État, les attaques sur le code du travail, les attaques sur l'ensemble des services publics, et le retour annoncé de la contre-réforme des retraites, n'en jetez plus, la coupe est pleine !

Il est plus que jamais nécessaire de construire une mobilisation à la hauteur des enjeux.

Pour la FSU et le SNUipp-FSU 81, la rentrée de septembre 2020 ne peut pas se faire dans les conditions actuelles.

Nous exigeons que le gouvernement cesse les politiques antisociales et anti-écologiques qui précipitent le pays et sa population à sa perte. Il doit au contraire écouter les nouvelles exigences qu'expriment de plus en plus de citoyen.nes, comme nous avons pu le constater avec le résultat des élections municipales, et prendre ses responsabilités, en terme de moyens, d'organisation des Services Publics et de juste rémunération du travail des personnels, mesures qui ne peuvent passer que par le vote urgent d'un collectif budgétaire.

De notre côté, nous sommes prêt.es à prendre nos responsabilités en nous mobilisant dès la rentrée si nous ne sommes pas entendu.es.